

Tableau Comparatif entre réserves émises par les PPA et les réponses apportées par le SMEP

QUI	Synthèse des Remarques
MRAE Remarques et réserves à prendre en compte dans le projet de SCoT	Demande reprise de l'intégralité des pièces écrites : <ul style="list-style-type: none"> En complétant l'état initial En qualifiant plus précisément les enjeux spécifiques au territoire En présentant plusieurs scénarios de projet de SCoT En évaluant les incidences sur l'environnement et la santé humaine En proposant des mesures d'évitement et de réduction pertinentes à l'échelle du territoire Grand sud En justifiant les choix retenus En proposant des prescriptions opérationnelles pouvant être traduites et précisées dans les PLU pour les 10 communes du territoire En proposant une liste d'indicateurs de suivi de l'efficacité des prescriptions du SCoT
Demandes plus précises	Réponses SMEP
Présentation des principaux éléments du diagnostic territorial Données relatives à la population, données relatives au logement. Concernant : la situation économique, les déplacements, les équipements publics, la consommation des espaces Articulation avec autres documents urbanisme et planification : SAR, SMVM, SDAGE et SAGE... L'AE demande de préciser : <ul style="list-style-type: none"> les objectifs de densité de logements dans les espaces urbains de référence, les conditions d'ouverture des espaces agricoles et naturels à l'urbanisation à l'intérieur des ZPU 	Cf. tableau en réponse aux avis PPA Orientation prescriptive n°B.1, l'armature urbaine <i>La hiérarchie établie entre les différentes catégories de centralités urbaines et la vocation propre à chacune de ces catégories est définie par le schéma de « l'armature urbaine du Grand Sud ».</i> La densité minimale est : <ul style="list-style-type: none"> - dans les pôles principaux et secondaires de 50 logements par hectare ; - dans des villes relais de 30 logements par hectare ; - dans des bourgs de proximité de 20 logements par hectare ; - dans les territoires ruraux habités de 10 logements par hectare. Orientation prescriptive n°B.2b, les conditions d'utilisation des extensions urbaines L'ouverture à l'urbanisation d'espaces situés dans les zones préférentielles d'urbanisation des polarités urbaines est : <ul style="list-style-type: none"> - subordonnée à la condition que l'aménagement de l'ensemble des espaces urbains de référence de la même polarité urbaine soit, sinon achevé, du moins entrepris. Si nécessaire, il appartient aux communes de délimiter dans leur Plan Local d'Urbanisme des secteurs urbains différenciés et cohérents au sein d'une même polarité urbaine, - conditionnée à la mise en œuvre d'une programmation dans le temps, à l'horizon 2035

<ul style="list-style-type: none"> • Compléter l'analyse des enjeux et des impacts pour justifier les choix de modification des ZPU du SAR 2011 et proposer des mesures ERC. • Pour assurer conformité juridique : approfondir analyse démontrant la compatibilité entre armature et orientations SCOT et armature et prescriptions du SAR et du SMM • Inscrire au SCoT stratégie ambitieuse pour l'enjeu de l'eau et définir des prescriptions de préservation des ressources en eau, de lutte contre les pollutions, du retour au bon état écologique, de l'amélioration des réseaux, des mesures d'économie de l'eau et de protection des secteurs potentiels à la recherche en eau. • Compléter le rapport pour démontrer l'incitation au développement des énergies renouvelables et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre <p>Enjeux identifiés dans le projet de SCoT 5 enjeux identifiés lors du cadrage environnemental de 2017, déclinés en 7 dans évaluation environnementale du SCoT</p> <p>Analyse état initial environnement et perspectives de son évolution La préservation et de développement de l'espace agricole associée à la protection et la mise en valeur des richesses naturelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'AE recommande de déployer la démarche d'évaluation environnementale en matière d'extension urbaine au détriment des espaces à vocation agricole ou naturelle de manière à proposer des solutions alternatives et à justifier un projet de SCoT cohérent avec le PADD et les enjeux du territoire 	<p>Les réponses du SMEP tableau (joint au rapport du CE) cf. en A7 qui précise pour les 28 ZPU proposées dans le projet de SCoT en déclinaison du SAR, croisées avec les PLU à jour en septembre 2019. Une analyse des modifications spécifiques de 6 ZPU est faite : 3 sont supprimées (Etang salé, au 19^{ème} Plaine des cafres, Bourg Murat pour 50,95 ha) et 6 sont ajoutées (Rivière St Louis, Bois de nêfles Coco, le Tampon, plaine des cafres 19^{ème}, Bourg Murat, Langevin/Vincendo pour 101, 37 ha)</p> <p>Réponse en A4 du doct SMEP : les 4 objectifs du SAR sont déclinés en 3 objectifs spécifiques valant SMVM : protéger les écosystèmes littoraux, organiser les activités littorales, contenir le développement urbain. Un tableau spécifique a été élaboré présentant les OP en correspondance avec le SMVM</p> <p>ORIENTATION N°A.6 – la gestion de l'eau potable Afin de préserver les ressources permettant l'alimentation en eau potable des populations du territoire du Grand Sud, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des périmètres de protection des captages existants ou projetés. Les captages ne bénéficiant pas d'une DUP doivent également être pris en compte. Pour rappel, les arrêtés d'exploitation des captages d'eau potables seront annexés aux PLU comme l'ensemble des servitudes.</p> <p>Les Plan Locaux d'Urbanismes inciteront à la mise en place d'Energie Renouvelables sur les nouvelles constructions. Le Commissaire Enquêteur propose de faire référence dans le SCOT au PCAET</p> <p>Le CE indique qu'il s'agit d'une remarque de forme les thèmes sont respectés</p> <p>Réponses SMEP en A7 de son doct, analyse des 28 ZPU, voir le détail dans l'annexe jointe. Les cartes sont également illisibles en l'état. Le projet de SCOT définit des ZPU à 75 % en zone U et AU, 14 % en zone A et 10 % en zone N (majorité en ravines PPR, corridors écolo). Exception du patrimoine naturel : r 1/ ajouts/suppressions qui équivalents en zone adhésion PNR, SMEP préconise ; si projets aménagement ou urbanisation, de veiller à cohérence avec charte du PNR</p>
--	---

<

<p>La gestion des ressources naturelles et l'équipement du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ressource en eau, proposer des mesures prescriptives pour la protection des ressources et de gestion durable à intégrer dans les PLU • Les déchets, l'AE demande de déployer la démarche d'évaluation environnementale en matière de réduction, de gestion et d'élimination pour chacune des filières de déchets et justifier la stratégie retenue et les incidences sur l'aménagement durable du territoire, sur la prise en compte de l'environnement et sur la limitation des nuisances au regard d'une analyse comparative avec d'autres solutions de substitution. • Air, climat, énergie : l'AE recommande de développer une stratégie ambitieuse d'économie circulaire et d'autonomie énergétique en cohérence avec le PADD, les politiques publiques nationales et régionales sur l'énergie, les déchets et la mobilité • Patrimoine naturel : analyser les impacts du projet de territoire sur les espaces naturels en vue de proposer des prescriptions pour la conservation de la biodiversité, par des mesures adaptées de lutte contre les sources de pollution et les espèces exotiques envahissantes 	<p>Les Orientation prescriptives suivantes sont ainsi mises à jour (Cf. B38) :</p> <p>ORIENTATION N°A.6 – la gestion de l'eau potable Afin de préserver les ressources permettant l'alimentation en eau potable des populations du territoire du Grand Sud, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des périmètres de protection des captages existants ou projetés. Les captages ne bénéficiant pas d'une DUP doivent également être pris en compte. L'ensemble des dispositions des DUP seront retranscrites dans les règlements des PLU.</p> <p>ORIENTATION N°B.1 – l'armature urbaine / ORIENTATION N°B.2c – le choix des espaces à ouvrir à l'urbanisation L'ouverture à l'urbanisation sera évitée au maximum au sein des périmètres de protection rapprochée (SAGE Sud). Les périmètres de protection rapprochée qui seraient néanmoins concernés par l'ouverture à l'urbanisation se verront appliquer une densité moindre d'artificialisation et de logement afin de préserver la ressource.</p> <p>Proposition : Les collectivités locales contribueront à optimiser le stockage des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En optimisant les filières de gestion des déchets en augmentant progressivement la part des déchets recyclés, ▪ En développant au plus près des zones de production, des plates-formes de préparation et de transfert des déchets pour favoriser le tri et diminuer l'enfouissement ▪ En favorisant le tri des déchets, et notamment leur part fermentescible, en intégrant dans les documents d'urbanisme locaux des règles qui fixent l'obligation aux constructeurs lors de la réalisation d'opérations d'ensemble, ou de logements collectifs, d'aménager un local spécifique et suffisamment dimensionné pour la collecte sélective <p>Pas de réponse</p> <p>Pour la lutte contre les EE, les recommandations du SCoT peuvent être :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ Proscrire le recours aux espèces exotiques envahissantes dans les aménagements 2/ Privilégier la plantation d'espèces indigènes voire endémiques dans les aménagements paysagers sur la base des palettes végétales proposées par DAUPI (CBNM, 2019) https://daupi.cbnm.org/ 3/ Mettre à disposition les protocoles d'éradication des EEE en amont des projets d'aménagement <p>Concernant la pollution lumineuse :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ Privilégier les éclairage ULOR 0 dans les aménagements et minimiser au maximum les dispositifs d'éclairage public dans les aménagements (OAP)
--	---

<p>Aménagement raisonné et mise en réseau du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> La trame verte et bleue : développer la traduction de la TVB à l'échelle du territoire Grand Sud. Stratégie de protection, de conservation et de valorisation de la biodiversité et des paysages à décliner et à préciser en prescriptions pour intégration dans les PLU. <p>Les déplacements et la mobilité : en l'absence de PDU pour la CASud et CIVIS, l'AE demande d'intégrer</p> <ul style="list-style-type: none"> Le schéma directeur du TCSP bus de la CIVIS, les choix de tracé de RRTG et entreprendre une démarche d'évaluation environnementale de déplacements et de mobilité pour préciser la stratégie en cohérence avec les projets urbains, le développement économique, le maintien de la qualité du cadre de vie comme de santé publique sur l'ensemble du bassin de vie <p>Les critères, indicateurs et modalités pour les résultats de l'application du SCoT</p> <ul style="list-style-type: none"> Compléter le tableau des indicateurs pour en faire un véritable outil de suivi des effets du SCoT sur l'environnement et la santé humaine 	<p>2/ Participer aux nuits sans lumières et communiquer sur les impacts de la pollution lumineuse (nuisance pour la faune, la flore et la santé humaine)</p> <p>3/ Valoriser les recommandations du CEREMA dans le cadre du projet AUBE à la Réunion pour les conceptions et rénovations des éclairages publics (contacter la DEAL Réunion)</p> <p>La trame verte et bleue identifiées par les Réseaux Ecologiques Régionaux (DEAL, 2014) offre une vision exploitable au 1/25^{ème} des connectivités écologiques à l'échelle du SCoT Grand. Ces éléments répondent parfaitement aux objectifs du SCoT d'identifier les enjeux de connexion écologiques principaux sur son territoire pour en informer les communes dans leurs projets d'urbanisation et d'aménagements.</p> <p>Le DOO est ainsi mis à jour avec une Orientation prescriptive spécifique Trame Verte et Bleue et des cartes illustratives localisant les principaux enjeux des réseaux écologiques du Grand Sud.</p> <p>Pas de réponse</p> <p>Ajout d'indicateurs relatifs à la consommation d'espaces :</p> <p>1/ Evolution des surfaces en A et N dans les PLU ;</p> <p>2/ Surface en EBC ;</p> <p>3/ Nombre de communes avec un schéma d'assainissement ;</p> <p>4/ Suivi des accidents TMD.</p>
<p>Etat</p> <p>AVIS FAVORABLE sous condition de lever les réserves</p>	<p>Constat de nombreuses insuffisances du document qui pourraient fragiliser le projet de territoire et l'appréciation qui pourrait en être faite. Il ne répond pas au minimum attendu au regard du CU et conduit à une consommation excessive de l'espace au regard des besoins du territoire en n'intégrant pas la question de la mutabilité du tissu urbain existant et les besoins pour les ZAE. Les cartes prescriptives devront être à une échelle suffisante pour être lisible.</p>
<p>Demandes plus précises</p>	<p>Réponses SMEP</p>
<p>I - Incomplétude du document selon Article L.141-1 à L.141-26 du CU qui soulève une forte fragilité juridique du SCoT</p>	<p>Le document de SCoT est complété sur la forme pour répondre aux attendus du code de l'urbanisme, avec une carte de destination générale des sols établie au 1/65 000.</p> <p>Par ailleurs, un bilan des surfaces déjà consommées par les PLU des communes approuvées postérieurement au SAR, est réalisé. Sur les 520 hectares prévus par le SAR, 192 hectares sont déjà inscrits.</p>

<p>Il convient d'intégrer à minima une cartographie des secteurs à densifier ou mutables et de fournir une analyse dans le RP.</p> <ul style="list-style-type: none"> Absence d'articulation avec la loi littoral, Source d'insécurité juridique pour les porteurs de projets, le SCoT doit réaffirmer les prescriptions de la loi littoral pour les communes concernées (mise en compatibilité avec la loi et le SMVM). Depuis la loi Elan, le SCoT doit déterminer les modalités d'application de la loi littoral, le SCoT renvoie à une modification ultérieure (cf. délib du 23/04/2019) L'évaluation environnementale est insuffisante au regard de la thématique verte et bleue. Les objectifs de protection de l'environnement et les raisons qui justifient le choix sont manquants, insuffisance regrettable vu les modifications de la ZPU pour lequel l'impact n'a pas été vérifié Le volet lutte contre l'insalubrité publique, et indigne, n'est pas traité, il convient de compléter 	<ul style="list-style-type: none"> Pour les villes relais, il est fixé une densité minimale de 30 logements à l'hectare, tout en considérant que 30% de la superficie de la zone sont destinés à accueillir des équipements, commerces et services nécessaires à la structuration de la polarité, Pour les bourgs de proximité, il est fixé une densité minimale de 20 logements à l'hectare, tout en considérant que 20% de la superficie de la zone sont destinés à accueillir des équipements, commerces et services nécessaires à la structuration de la polarité, Pour les bourgs de proximité, il est fixé une densité minimale de 20 logements à l'hectare, tout en considérant que 20% de la superficie de la zone sont destinés à accueillir des équipements, commerces et services nécessaires à la structuration de la polarité, Pour les TRH, il est fixé une densité minimale de 10 logements à l'hectare, affectée à 100% de la zone à du logement. <p>Voir le tableau joint dans le doct en réponse du SMEP page 32.</p> <p>Remarque du CE quelle est la part de logts vacants ? l'extension des ZA aurait pu préciser le nombre potentiel d'emplois. Un potentiel de logements = nbre de véhicule particulier en plus sur les routes, la corrélation entre les deux est-elle étudiée ?</p> <p>Réponse dans doct en réponse du SMEP pour les secteurs à densifier : pôles principaux et secondaires, ville relais.</p> <p>Les communes des Avirons, L'Etang-Salé, Petite-Ile, Saint-Joseph, Saint-Louis, Saint-Pierre et Saint-Philippe sont concernées par la Loi Littoral.</p> <p>Orientation prescriptive n°A.3b, les espaces naturels remarquables du littoral</p> <p><i>Les espaces naturels remarquables du littoral qui présentent un intérêt régional, en application de l'article R.121-4 du code de l'Urbanisme, sont répertoriés dans un inventaire qui figure dans le chapitre valant SMVM du Schéma d'Aménagement Régional et repris intégralement dans le présent schéma.</i></p> <p>Les dispositions qui sont applicables dans ces espaces sont celles des articles L.121-23 à L.121-27 du code de l'urbanisme.</p> <p>Dans l'attente d'une définition précise des projets, les modalités d'application de la loi littoral seront intégrées dans le cadre d'une modification ultérieure du SCoT.</p> <p>Remarque du CE, cette réponse n'est pas satisfaisante et la demande de l'Etat pourrait être prise en compte.</p> <p>Les Orientation prescriptives A6 et B1 et B2c sont mises à jour cf. texte ci-dessus.</p> <p>La délimitation des zones préférentielles d'urbanisation est désormais reprise intégralement conformément au SAR.</p> <p>Le CE note avec satisfaction cette annonce de reprise des périmètres des ZPU, toutefois il y aura lieu de les vérifier compte tenu des ajouts et des suppressions énoncées plus haut.</p> <p>Ce volet a été bien complété à partir des données actualisées par l'AGORAH , habitat indigne 2019. Les données concernant la CASUD concernent la période d'avant 2008 (ZPRH, 2008). Celles relatives</p>
--	--

<ul style="list-style-type: none"> Le volet des risques naturels et littoraux à actualiser et corriger Le volet habitat est peu visible et ne répond pas au code de l'urbanisme : mieux justifier la répartition des logts par commune et les objectifs de la politique d'amélioration et de réhabilitation du parc de lots existants. Mieux territorialiser les objectifs de production de logts, en particulier sociaux. Mixité sociale à favoriser Le DOO est peu prescriptif sur les espaces agricoles, notamment sur les panneaux photovoltaïques au sol (perte de production), 	<p>à la CIVIS viennent d'être approuvées (PILHI, 2019) des cartes sont jointes (cf. doct en réponse du SMEP joint au rapport du CE)</p> <p>Mise à jour de l'état initial de l'environnement à date (Septembre 2019) Les plans de prévention des risques inondation et mouvement de terrain de Saint-Pierre ont été mis à jour récemment, ainsi que celui des Avirons. Les cartes afférentes sont ainsi mises à jour et incluses au doct en réponse du SMEP ; Les plans de prévention des risques littoraux (recul du trait de côte et submersion marine) restent inchangés ce jour par rapport à l'état initial de l'environnement. Les PPR de la commune de Saint-Pierre ont été mis à jour et approuvés, et que le PPR mouvement de terrain de la commune des Avirons a également été approuvé depuis.</p> <p>Orientation A.12a est rédigée de la manière suivante :</p> <p>Au sein des zones préférentielles d'urbanisation, l'ouverture à l'urbanisation sera subordonnée au classement des espaces considérés par les plans de prévention des risques naturels, ou à la connaissance des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'aléa inondation, dans des secteurs d'aléa faible à moyen, en excluant les secteurs soumis à des aléas forts. Dans les zones d'aléa faible à moyens, des dispositions particulières applicables aux opérations d'aménagement préviendront les risques d'aggravation des aléas qui pourraient résulter de l'urbanisation et s'attacheront à garantir la protection des personnes et des biens contre les aléas identifiés, en anticipant dans la mesure du possible les effets des changements climatiques. - Pour l'aléa mouvements de terrain, dans des secteurs d'aléas faible, en excluant les secteurs soumis à des aléas moyens, élevés ou très élevés. Toutefois pourront être ouverts à l'urbanisation, les secteurs situés en aléa moyen qui auront été reconnus comme constructibles sous conditions par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles portant sur ce type d'aléa. - Pour les aléas littoraux, dans des secteurs hors zone d'aléa fort recul du trait de côte et hors zone d'aléa fort ou moyen submersion marine avec ou sans prise en compte du changement climatique (respectivement aléa 2100 et aléa de référence). Dans les espaces non urbanisées à la date d'approbation du SCOT, l'ouverture à l'urbanisation pourra être admise pour les secteurs affectés à la fois par un aléa de submersion marine de référence nul et faible 2100 et par un aléa recul du trait de côte fort 2100 fort ou nul. Pour les espaces urbanisés à la date d'approbation du SCOT, l'ouverture à l'urbanisation (dents creuses, renouvellement urbain, etc.) pourra être admis pour les secteurs affectés à la fois par un aléa de submersion marine de référence faible ou nul ET fort, modéré ou faible 2100 et par un aléa recul du trait de côte 2100 fort ou nul. - Pour les autres aléas naturels (feux de forêt...), hors des secteurs soumis aux aléas les plus importants. <p>La réponse du SMEP se limite à la production d'une carte indiquant le nbre de logements à construire dans chaque commune.</p> <p>Avis CE, cette réponse est insuffisante. Aucune indication sur la mixité sociale à favoriser.</p> <p>Les installations de panneaux photovoltaïques au sol sont réglementées au sein de l'espace agricole.</p>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> Garantir la vocation attribuée aux coupures d'urbanisation à vocation agricole et le respect de leur fonctionnalité écologique les coupures d'urbanisation doivent être affichées comme telles La biodiversité insuffisamment pris en compte dans les prescriptions : les continuités écologiques (le DOO ne semble pas répondre à l'art. L141-10 du CU) identification plus fine de la TVB dans le DOO avec plan de gestion. Orientation A5a doit être revue et précisée pour proposer outils et modalités à intégrer au PLU. Orientation B.2c devrait conditionner l'ouverture à l'urbanisation des les ZPU à la prise en cpte des continuités écologiques et mise en place mesures ERC Orientation A.5b la TVB à préciser avec cartographie de réalisation au 1/5000°. Orientation à renommer ou intégrer à la suivante pour + de lisibilité 	<p>Au-delà de l'orientation prescriptive A3e qui encadre déjà de manière stricte les possibilités de construire au sein des coupures d'urbanisation, ce sont les cartes du SCoT qui sont complétées</p> <p>De nouvelles cartographies plus fines et détaillées par commune et sous-trame SIG ont été produites pour la TVB</p> <p>L'orientation prescriptive n°A.5a précisera les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ Identification les connections écologiques à l'échelle communales dans les PLU (réservoirs, corridors et espaces de reconquête de la biodiversité) à une échelle exploitable pour le PLU. 2/ Des prospections de terrains (habitats / faune / flore) pourront être menées à l'échelle communale afin de disposer de données récentes et avérées en cas de manque d'information(s). 3/ Préservation forte avec des classements en N (et déclinaisons) des Réservoirs et corridors avérés des milieux humides et secteurs de reproduction des espèces patrimoniales et/ou protégées à fort enjeu (Reptiles endémiques, busard de Maillard, Oiseaux marins, etc ...) 4/ Préservation de la trame noire et du ciel nocturne (nuits sans lumière, recommandation de la SEOR, du CEREMA, ...) 5/ Restauration / Renforcement de continuité écologique en privilégiant les aménagements paysagers à base d'espèces endémiques/indigènes pour connecter les milieux naturels/semi-naturels à proximité des aménagements. <p>Les Plans Locaux d'Urbanisme identifient, au-delà des espaces de continuités écologique, les espaces constitutifs de la trame verte et bleue, réservoirs de biodiversité et corridors écologiques par le biais des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des connections écologiques à l'échelle communale (réservoirs, corridors et espaces de reconquête de la biodiversité) à une échelle exploitable pour le PLU, - la prospection de terrains (habitats/faune/flore) afin de disposer de données récentes et avérées en cas de manque d'information(s), - la préservation de la trame noire et du ciel nocturne (nuits sans lumière, recommandation de la SEOR, du CEREMA, etc.). <p>Concernant l'ouverture de l'urbanisation au sein des ZPU, l'orientation B.2c intègre la prescription suivante : 3°) à la prise en compte des continuités écologiques et à la mise en place de mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les impacts occasionnés.</p> <p>Cf. ci-dessus</p> <p>Le CE insiste pour que les cartes soient à l'échelle du 1/5000° et pour que le format SIG soit fourni pour une utilisation au niveau des PLU. Il n'apparaît pas une nouvelle dénomination de cette orientation.</p>
--	--

<ul style="list-style-type: none"> • La lutte contre les espèces exotiques et envahissantes, sujet non mentionné dans le PADD et aucune mesure dans le DOO. Le 2.3.3. du PADD pourrait mentionner le recours exclusif aux espèces non envahissantes.... • Ajouter une orientation prescriptive s'appliquant aux différents type d'espaces (agricoles, naturels et urbains) au DOO les pollutions lumineuses et la conservation des oiseaux marins (une des faiblesses du doct cf. évaluation environnementale) pour reprise dans les PLU. • Les espaces urbains de référence : cette orientation ne décline pas les modalités de localisation des développements urbains à venir. Cette disposition n'est pas explicite et reste à justifier • Les risques naturels et littoraux : enrichir l'orientation A.12a pour prendre en cpte les connaissances nouvelles des risques naturels tels que mouvement de terrain, inondations, submersion marine... • Ajouter une orientation prescriptive priorisant les ouverture à l'urbanisation sur les secteurs non affectés par un aléa connu ou l'aléa le plus faible 	<p>Au chapitre 2.3.3., le PADD mentionne désormais la nécessité de privilégier le recours pour les plantations à des espèces non envahissantes, adaptées à la zone et intégrant des espèces indigènes. Orientation prescriptive n°A.5c, la lutte contre les espèces envahissantes</p> <p>Les Plans Locaux d'Urbanisme peuvent fixer des préconisations, au-delà des espaces de continuités écologique, les espaces constitutifs de la trame verte et bleue, réservoirs de biodiversité et corridors écologiques par le biais des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proscrire le recours aux espèces exotiques envahissantes dans les aménagements, - Privilégier la plantation d'espèces indigènes voire endémiques dans les aménagements paysagers sur la base des palettes végétales proposées par DAUPI (CBNM, 2019). <p>1/ Privilégier les éclairage ULOR 0 dans les aménagements et minimiser au maximum les dispositifs d'éclairage public dans les aménagements</p> <p>2/ Participer aux nuits sans lumières et communiquer sur les impacts de la pollution lumineuse (nuisance pour la faune, la flore et la santé humaine)</p> <p>3/ Valoriser les recommandations du CEREMA dans le cadre du projet AUBE à la Réunion pour les conceptions et rénovations des éclairages publics (contacter la DEAL Réunion), la pollution lumineuse et conservation des oiseaux marins</p> <p>En réponse le SMEP a intégré une carte sans explication ni justification avec la prescription 5 du SAR.</p> <p>Le CE demande que le projet de SCOT apporte une réponse concrète à la demande de l'Etat, en réfléchissant à faciliter l'information également au niveau des agents administratifs et les habitants.</p> <p>Les plans de prévention des risques inondation et mouvement de terrain de Saint-Pierre ont été mis à jour récemment, ainsi que celui des Avirons. Les cartes afférentes sont ainsi mises à jour. Les plans de prévention des risques littoraux (recul du trait de côte et submersion marine) restent inchangés ce jour par rapport à l'état initial de l'environnement.</p> <p>Il faut donc retenir que les PPR de la commune de Saint-Pierre ont été mis à jour et approuvés, et que le PPR mouvement de terrain de la commune des Avirons a également été approuvé depuis.</p> <p>L'orientation A.12a est rédigée de la manière suivante :</p> <p>Au sein des zones préférentielles d'urbanisation, l'ouverture à l'urbanisation sera subordonnée au classement des espaces considérés par les plans de prévention des risques naturels, ou à la connaissance des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'aléa inondation, dans des secteurs d'aléa faible à moyen, en excluant les secteurs soumis à des aléas forts. Dans les zones d'aléa faible à moyens, des dispositions particulières applicables aux opérations d'aménagement préviendront les risques d'aggravation des aléas qui pourraient résulter de l'urbanisation et s'attacheront à garantir la protection des personnes et des biens contre les aléas identifiés, en anticipant dans la mesure du possible les effets des changements climatiques.
---	---

<ul style="list-style-type: none"> • Les cartes prescriptives au format lisibles dans le DOO ont une valeur juridique, or elles sont illisibles et inexploitable, ne permettant pas d’apprécier leur compatibilité avec le SAR notamment pour les ZPU présentées en termes de modifications. Cette imprécision engendre des risques de recours qui nuit également à la sécurité juridique du document. <p>II – Les enjeux à mieux intégrer</p> <p>La préservation des matériaux et la gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les matériaux : Orientation A.10 nouvelle rédaction proposée, Améliorer orientations A.1 et A.5a • Les déchets : Orientation A9 préciser implantation des équipements et vérifier que ne soit pas contraires aux projets en cours <p>Habitat et mixité social</p> <p>Les références sur cette thématique devront être actualisées et mettre à jour les objectifs</p>	<p>- Pour l'aléa mouvements de terrain, dans des secteurs d'aléas faible, en excluant les secteurs soumis à des aléas moyens, élevés ou très élevés. Toutefois pourront être ouverts à l'urbanisation, les secteurs situés en aléa moyen qui auront été reconnus comme constructibles sous conditions par un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles portant sur ce type d'aléa.</p> <p>- Pour les aléas littoraux, dans des secteurs hors zone d'aléa fort recul du trait de côte et hors zone d'aléa fort ou moyen submersion marine avec ou sans prise en compte du changement climatique (respectivement aléa 2100 et aléa de référence). Dans les espaces non urbanisées à la date d'approbation du SCOT, l'ouverture à l'urbanisation pourra être admise pour les secteurs affectés à la fois par un aléa de submersion marine de référence nul et faible 2100 et par un aléa recul du trait de côte fort 2100 fort ou nul. Pour les espaces urbanisés à la date d'approbation du SCOT, l'ouverture à l'urbanisation (dents creuses, renouvellement urbain, etc.) pourra être admis pour les secteurs affectés à la fois par un aléa de submersion marine de référence faible ou nul ET fort, modéré ou faible 2100 et par un aléa recul du trait de côte 2100 fort ou nul.</p> <p>- Pour les autres aléas naturels (feux de forêt...), hors des secteurs soumis aux aléas les plus importants.</p> <p>Les cartes seront fournies à une échelle cohérente et compatible avec le SAR.</p> <p>Les orientations A.10 et A.5a font désormais référence au « Schéma Des Carrières ou au SAR » pour la prise en compte des carrières.</p> <p>L’orientation A.1 fait désormais références au Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) et non au PDEDMA. En outre, la restriction pour l’extraction de matériaux de carrières et l’implantation d’installations de concassage « en dehors des espaces irrigués actuels et futurs » est supprimée.</p> <p>Afin que toutes les installations de tri-transit de déchets puissent être implantées hors des zones urbaines, au regard des nuisances générées (exemple installations de broyage-compostage de déchets organiques, tri-transit de déchets du BTP), l’orientation A.9 ne limite plus cette ouverture aux seules installations d’élimination de déchets ultimes.</p> <p>La MAJ des objectifs de la loi SRU sont repris dans le doct en réponse du SMEP pages 52 à 58 avec cartes et tableaux. En synthèse :</p> <p>Construire 1.700 logements par an, sur les 3.200 logements prévus à l’échelle du Grand Sud (PLH CIVIS + PLH CASUD) Un objectif volontariste au regard des dynamiques des dernières années et de la disponibilité foncière</p>
---	---

<p>Corriger les incohérences des chiffres de besoins en logement pages 223 et suivantes</p> <p>La protection de la ressource en eau, Evaluation environnementale ne prend pas en compte la thématique sanitaire de manière large (eau, air, pollutions et nuisances). Présenter un état des lieux exact et lister dans le détail les ressources concernées et leur localisation.</p> <p>Proposition d'amélioration des orientations A.6, B.A, B.2c. Il est préconisé d'éviter d'ouvrir à l'urbanisation les espaces concernés par la présence d'un périmètre de protection rapprochée de captage.</p>	<p>Y consacrer 44% à la production de logements sociaux, soit 750 logements par an : -38 % pour des logements familiaux, soit 647 logements par an -6% pour des logements en résidence (jeunes, seniors, grande précarité), soit 102 logements par an Une réponse aux obligations SRU, aboutissant, qui permet de dépasser à l'échelle de la CIVIS les 21 % et aux communes de rattraper leur déficit. Une amélioration de la réponse à des besoins sociaux élevés Et 20% à la production de logements en accession abordable La création d'une offre pour améliorer l'accès au logement pour les ménages à revenus intermédiaires</p> <p>Les chiffres sont harmonisés avec un objectif de 44 600 logements à produire d'ici 2035.</p> <p>Mise à jour de l'état initial de l'environnement à date (Septembre 2019) sur les bases des éléments suivant : - 157 captages sont destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) sur le territoire du SCoT, parmi lesquels huit captages Grenelle (c'est à dire considérés par les ministres en charge du Développement Durable, de l'Agriculture et de la Santé parmi les plus menacés par les pollutions diffuses). Les captages Grenelle sont localisés sur les communes de Saint-Pierre et Saint-Louis. - 67 possèdent un Périmètre de Protection Rapproché de captage au titre de déclaration d'utilité publique et 32 bénéficient d'une Zone de Surveillance Renforcée.</p> <p>Les Orientation prescriptives suivantes sont ainsi mises à jour : ORIENTATION N°A.6 – la gestion de l'eau potable Afin de préserver les ressources permettant l'alimentation en eau potable des populations du territoire du Grand Sud, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des périmètres de protection des captages existants ou projetés. Les captages ne bénéficiant pas d'une DUP doivent également être pris en compte. Pour rappel, les arrêtés d'exploitation des captages d'eau potables seront annexés aux PLU comme l'ensemble des servitudes. ORIENTATION N°B.1 – l'armature urbaine / ORIENTATION N°B.2c – le choix des espaces à ouvrir à l'urbanisation Il est ajouté à l'orientation B.2c, l'alinéa suivant « L'ouverture à l'urbanisation sera évitée au maximum au sein des périmètres de protection rapprochée de captage. Les périmètres de protection rapprochée qui seraient néanmoins concernés par l'ouverture à l'urbanisation se verront appliquer une densité moindre d'artificialisation et de logement afin de préserver la ressource. » Le CE indique que sur les périmètres de protection rapprochée de captage, il pourrait être mentionné que « devrait se conformer à la réglementation en vigueur » ou de rappeler le Code de Santé Publique « interdire les ouvrages d'évacuation des eaux usées brutes ou après traitement dès lors que ces installations sont susceptibles d'entraîner une pollution en cas d'accident ».</p>
--	--

<p>Le D.A.A.C. Sur les 7 zones du documents, 6 sont concernées par les zones rouges et bleues des PPR en vigueur, aucune mention n'est faite dans le projet de SCoT. Or l'aménagement de ces zones devront être conformes au PPR, il y a lieu de le préciser explicitement.</p>	<p>Il est ajouté un chapitre 4.7 relatif à la nécessaire prise en compte des risques naturels lors de l'aménagement et l'implantation des commerces au sein des ZPLC.</p>
<p>Chambre d'Agriculture Avis favorable conditionné aux réserves</p>	<p>Le rapport de présentation Le chapitre dédié à l'agriculture est succinct et peu argumenté. Carence des données chiffrées, faiblesses dans l'analyse et approche simpliste des productions. Certaines phrases vont à l'encontre de la réalité agricole. Il semble difficile de comprendre la cohérence entre le rapport de présentation du PADD et le SAR</p>
<p>Demandes plus précises</p>	<p>Réponses SMEP</p>
<p>Le volet agricole du rapport de présentation</p> <ul style="list-style-type: none"> il est demandé de modifier ou de supprimer les phrases des pages 10 et 12 du diagnostic, d' étoffer le chapitre sur l'agriculture. <p>La justification du projet de SCoT Au regard de la baisse démographique demande</p> <ul style="list-style-type: none"> de justifier les possibilités d'extensions urbaines selon la prescription 10 du SAR et conformément au principe de compatibilité la modification des ZPU doit être abandonnée Une analyse de la consommation des espaces agricoles et naturels trop succincte Une modification des zones préférentielles d'urbanisation (ZPU) incompatible au SAR <p>Sur le PADD La CA demande sur l'orientation « <i>garantir une mise en tourisme du territoire</i> », que soit intégrée une offre agritouristique « <i>Bienvenue à la ferme</i> »</p> <p>Sur le D.O.O.</p> <ul style="list-style-type: none"> Demande que soit précisé la portée juridique des cartes des illustrations (cartes ou photos) et de déterminer l'échelle de compatibilité pour les documents inférieurs et de fournir des données SIG aux PPA. De retirer la possibilité d'installation de panneaux photovoltaïques au sol sur les espaces agricole offerte par la prescription A.1 Justifier la prescription B2.a relative aux possibilités d'extension urbaine Préciser conditions de recours d'utilisation des extensions urbaines de la prescription B2.b pour les nouvelles zones AU des PLU Inclure le principe ERC initié par la loi d'avenir agricole. 	<p>Les remarques de la chambre d'Agriculture devraient être reprises dans le document du SCoT modifié (cf. réponse du SMEP à la CDPNAF).</p> <p>Ce point des ZPU ne semble pas être très précis dans les réponses du SMEP puisqu'il est indiqué l'ajout et la suppression de ZPU et également cette phrase « La délimitation des zones préférentielles d'urbanisation est désormais reprise intégralement conformément au SAR ».</p> <p>Sur cette remarque, le SMEP pourra compléter sa réponse, l'orientation tourisme est mentionnée dans le projet de SCoT</p> <p>Réponse faite document SMEP</p> <p>Réponse faite document SMEP</p>

CDPENAF AVIS FAVORABLE avec réserves d'un engagement formalisé dans une délibération du SMEP de lever la totalité des réserves. Réécriture du document pour qu'il soit consensuel et partagé et soumis au contrôle de légalité.	Sur la forme : mauvaise qualité du dossier pour apprécier l'impact réel du projet de SCOT sur les espaces agricoles et sur les espaces naturels et forestiers Qualité formelle des pièces du dossier de SCOT Grand sud Sur le fond : manquements en termes de justification d'une consommation excessive des espaces. Analyse de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers
Demandes plus précises	Réponses SMEP
Echelle graphique imprécise des cartes du DOO difficilement applicables aux PLU Références règlements des pièces Documents faisant référence à des dispositions caduques du code de l'urbanisme Disparités sur choix retenus Entre validation en conseil communautaire avril 2019 (7 axes stratégiques) et versions définitives PADD et DOO (5 axes stratégiques). Soit un manque de cohérence dans les choix retenus entre le rapport de présentation et sa déclinaison au PADD et au DOO, sont de nature à fragiliser la sécurité juridique du projet de SCOT arrêté. L'Evaluation environnementale Réalisée à partir de versions provisoires du PADD et du DOO, l'analyse des incidences et mesures ERC peuvent apparaître biaisées et impacte la lisibilité du projet Evaluation de la consommation foncière au cours des 20 dernières années L'analyse aurait mérité une approche méthodologique plus fine mettant en exergue les espaces agricoles réellement consommés Analyse des capacités de densification au sein des espaces urbanisés L'analyse des capacités de densification au sein des espaces urbanisés n'est pas suffisante, ainsi le potentiel de 30880 logts dans le tissu urbain existant n'est pas suffisamment justifié, et peut être sous-estimé. Choix des ouvertures à l'urbanisation dans les limites des prescriptions du SAR Faire une analyse approfondie, commune par commune, des besoins d'extensions urbaines au regard des disponibilités et de la consommation des zones AU existantes (y/c dents creuses), du potentiel de densification et des besoins en fonction des perspectives de croissance de chaque commune	C1 - Le SMEP doit transmettre les documents graphiques à une échelle plus précise, a minima celle du SAR (1/100 000) et du SMVM (1/50 000). La transmission sous format SIG serait appréciée Selon le CE, les thèmes ont été pris en compte Le CE demande que les incidences et les mesures ERC soient reprises en fonction des versions modifiées du PADD et du DOO Cette analyse est faite, les résultats sont mentionnés dans le mémoire en réponse du SMEP C2 - L'analyse des capacités de densification au sein des espaces urbains n'est pas suffisante et doit être revue C3 - il est attendu une justification et une territorialisation des besoins en tenant compte notamment des éléments et méthodes suivantes : - Densification des dents creuses couplée à la capacité de mutabilité du bâti - Projections INSEE sur la population par commune

<p>Faire bilan quantitatif des surfaces économiques consommées et justifier les besoins réels pour le futur.</p> <p>Les impacts du projet sur la préservation des espaces agricoles et forestiers</p> <ul style="list-style-type: none"> Le RP présente le diagnostic qui mérite d'être renforcé sur la végétation naturelle : mieux définir la notion d'espaces agricoles effectifs, quelle est la vision agricole du SCoT - Ajouter une carte synthétique des habitats naturels remarquables ainsi qu'une carte graphique des habitats naturels des étages littoraux et semi secs Le PADD, les orientations demeurent très générales, quelle traduction réglementaire au DOO Le DOO : remplacer texte de l'orientation prescriptive 1. Encadrer l'installation de panneaux photovoltaïques au sol. Garantir la préservation des espaces agricoles (consommation potentielle pourrait être réduite de plusieurs centaines d'ha) Cartographier les principaux taxons patrimoniaux pour les prendre en compte Justifier du choix de la faune patrimoniale centrée sur quelques espèces de reptiles et d'oiseaux et prendre en compte l'évolution des connaissances sur le Lézard vert endémique <p>Renforcer l'évaluation environnementale sur la TVB Et sa traduction dans le SCoT</p>	<p>- Besoin en extension des PLU récemment approuvés</p> <p>L'échelle du SCoT n'est pas adaptée à ces données qui sont extrêmement précises et pointues, produites à une échelle 1/5000^{ème}. Des cartographies dans le SCoT (rapport de présentation ou DOO) ne seraient donc pas lisibles.</p> <p>Néanmoins, le SCoT est tout à fait pertinent pour présenter ces données et informer les communes de leur disponibilité et utilité dans les PLU. Le SCoT Grand Sud devra ainsi recommander dans ses Orientations la prise en compte obligatoire de ces deux couches d'information dans les diagnostics écologiques des PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les habitats littoraux - Les habitats semi-xérophiles <p>Ces couches sont disponibles à l'adresse suivante : http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/29/Cas_par_cas.map# ou auprès de la DEAL Réunion directement (http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr)</p> <p>Le SCoT n'a pas pour objectif de recenser la biodiversité patrimoniale et d'en fournir un atlas cartographique mais de présenter les grands enjeux principaux à l'échelle de son territoire, ce qui a été fait dans la partie patrimoine naturel avec les données les plus récentes disponibles à l'échelle du SCoT Grand-Sud.</p> <p>Précisons par ailleurs que les données de répartition sont encore lacunaires pour de nombreuses espèces à la Réunion, la production de cartographie est donc complexe.</p> <p>Les espèces présentées dans l'état initial de l'environnement sont les espèces les plus menacées (CR ou EN au titre de l'UICN), connues sur le territoire du SCoT et protégées au titre de la réglementation.</p> <p>Le SCoT Grand Sud présente ainsi les plus enjeux majeurs de son territoire, mais il n'est pas possible ni même attendu d'avoir une vision complète de la faune présente de par sa très grande diversité (plusieurs centaines d'espèces).</p> <p>Renforcement des Orientations du DOO :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ Les documents d'urbanisme locaux identifient et délimitent à l'échelle parcellaire les réservoirs de biodiversité en appréciant leur localisation dans le SCoT à plus fine échelle, s'agissant notamment des communes enclavées dans ces réservoirs. Ce travail de délimitation doit être fait en concertation avec les acteurs concernés ; 2/ La traduction réglementaire de la trame verte et bleue soutient la pérennité des usages respectueux de l'environnement (agriculture, sylviculture, activités de loisirs...) ;
---	---

<p>Le D.O.O. la prise en compte de la préservation des espaces de continuités écologiques des réservoirs et des corridors de biodiversité qui devront être déterminés</p>	<p>3/ Les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques avérés sont strictement protégés du développement de l'urbanisation.</p> <p>4/ Préservation de la trame noire et du ciel nocturne (nuits sans lumière, recommandation de la SEOR, du CEREMA, ...)</p> <p>C5 - Diagnostic qui mérite d'être renforcé sur certains points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Clarifier la présentation des cartes sur les espaces naturels à protéger - Supprimer l'Orientation autorisant l'extension de l'urbanisation dans ces espaces - Conditionner l'ouverture de l'urbanisation au sein des ZPU à la prise en compte des continuités écologiques et à la mise en place de mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les impacts occasionnés <p>Préciser de manière opérationnelle les moyens de lutte contre les EEE</p> <p>1/ Proscrire le recours aux espèces exotiques envahissantes dans les aménagements</p> <p>2/ Privilégier la plantation d'espèces indigènes voire endémiques dans les aménagements paysagers sur la base des palettes végétales proposées par DAUPI (CBNM, 2019)</p> <p>https://daupi.cbnm.org/</p> <p>3/ Mettre à disposition les protocoles d'éradication des EEE en amont des projets d'aménagement : http://www1.onf.fr/la-reunion/sommaire/especes_exotiques/lutter/20070917-141614-816337/++oid++58f7/@@display_media.html</p> <p>http://www1.onf.fr/la-reunion/sommaire/especes_exotiques/lutter/20070917-141614-816337/++oid++58f7/@@display_media.html</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préciser de manière opérationnelle les moyens de lutte contre la pollution lumineuse et conserver les oiseaux marins <p>1/ Privilégier les éclairage ULOR 0 dans les aménagements et minimiser au maximum les dispositifs d'éclairage public dans les aménagements</p> <p>2/ Participer aux nuits sans lumières et communiquer sur les impacts de la pollution lumineuse (nuisance pour la faune, la flore et la santé humaine)</p> <p>3/ Valoriser les recommandations du CEREMA dans le cadre du projet AUBE à la Réunion pour les conceptions et rénovations des éclairages publics (contacter la DEAL Réunion)</p>
<p>La préservation des espaces agricoles</p>	<p>C6 - Engagement du SMEP 3/7/2019 de faire études complémentaires pour justifier les ouvertures à l'urbanisation.</p> <p>C7 - Engagement de la collectivité à lever les réserves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmission des documents graphiques à une échelle plus précise, a minima celle du SAR (1/100 000) et du SMVM (1/50 000). La transmission sous format SIG (Point C1). - Renforcer les dispositions du rapport de présentation concernant la végétation naturelle (Point C4) - Prise en compte au DOO de la préservation des espaces de continuité écologique, des réservoirs et corridors de biodiversité (Point C4) - Justification et territorialisation des besoins d'ouverture à l'urbanisation (Point C3) - Réécriture des Orientations prescriptives (Point C5) :

	- Suppression de l'orientation prescriptive autorisant l'extension de l'urbanisation dans les espaces de continuité écologique N°A,5. a
Conseil Régional	Avis favorable sous réserve
Demandes plus précises	Réponses SMEP
<p>Produire une analyse cohérente et pertinente du potentiel foncier aménageable dans l'espace urbain de référence de l'armature urbaine du SCoT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actualiser l'orientation B.2 sur les potentialités d'extension urbain en priorisant les nouveaux besoins en foncier sur pôle principal, pôles secondaires, ville-relais, bourgs.. • Supprimer l'orientation A.2b sur les ZPU qui permet aux communes d'aménager en limite des zones et de les modifier pour les communes de l'Etang Salé, St Louis et Le Tampon. Cette règle est incompatible avec le SAR • Compléter les orientations du DOO : <ul style="list-style-type: none"> A.1 sur les espaces agricoles en réintégrant le principe de : extraire des matériaux dans les périmètres irrigués actuels et futurs, implanter des unités de traitement des déchets, confirmer de manière stricte la vocation des espaces agricoles non ouverts à l'urbanisation dans les ZPU A.2c : Territoires Habités Ruraux sont des EUR, ensemble des zones U et AU des docts en vigueur opposables à la date d'approbation du SCoT Les orientations C.1, C.2a, C.2b et C.3 à préciser les intitulés et texte mettre « économie de production ». • Préciser l'échelle des cartographie ayant une valeur prescriptive En particulier celles des ZPU permettant de vérifier qu'elles n'ont pas fait l'objet de modifications. L'Etat recommande également de préciser qu'il reviendra aux documents d'urbanisme locaux de les ajuster en fonction du projet de territoire <p>Observations direction transport et déplacement corriger le PADD, le RP et le DOO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transports régionaux : indiquer nature liaison Tampon-St Pierre dans RP, absence de projet de transport par câble, la région est favorable au RRTG en passant par le littoral et de tracé TCSP mi-pente géré par le Gd sud. sur les cartes manque la situation des pôles d'échange sur tracé mi-pente. Préciser le caractère mixte de la liaison Tampon/St Pierre. Les zonages des PLU pourraient être adaptés pour éviter les constructions au bruit le long des infrastructures de transport importantes. 	<p>Les réponses sont apportées dans la note jointe en annexe. Les documents seront amendés en ce sens.</p> <p>Toutes les points soulevés par le CR n'ont pas été pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La suppression de la prescription A2b compte tenu de son incompatibilité avec le SAR • L'orientation A1 sur les espaces agricoles en réintégrant le principe : « de dérogation autorisé par le SAR au bénéfice du SDC sur la possibilité d'extraire des matériaux dans les périmètre d'irrigation actuel et futur » « de définir de manière stricte la vocation des espaces agricoles non ouverts à l'urbanisation et situés dans les ZPU » ; • L'orientation B1 sur l'armature urbaine, le Conseil Régional demande que « <i>seuls les espaces, classés en zone naturelle ou agricole, peuvent être déduits du calcul des densités</i> » • Pas de réponse sur les orientations C1, C2a, C3, le Conseil Régional préciser « dans les intitulés et les textes relatifs au développement économique « économie de production » <p>L'échelle cartographique des cartes doivent permettre de « <i>confirmer avec certitude que les ZPU du SAR n'ont pas fait l'objet de modification</i> ». Ce point des ZPU ne semble pas être très précis dans les réponses du SMEP puisqu'il est indiqué l'ajout et la suppression de ZPU et également cette phrase « La délimitation des zones préférentielles d'urbanisation est désormais reprise intégralement conformément au SAR ».</p> <p>Le commissaire enquêteur souhaite que ces points des direction Transports, Energie et Déchets soient pris en compte dans le document final du SCOT.</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Réseau « Car jaune » : corriger le nom du réseau et la collectivité en charge de ce réseau (CR) , le nombre de gares routières (2 principales gr), compléter les lignes de transport dans le sud, corriger le nombre de points de desserte(99 arrêts de « car jaune » sur 253 ensemble de l'île), corriger le nom de l'exploitant qui est GIE Activ et le délégataire est « Cap Run ». Reprendre texte infondé sur le niveau de service... Corriger la date de réalisation de l'EDGT. • Domaine de l'énergie : corrections à faire et à compléter dans le RP tome 1, le PADD, le DOO • Domaine des déchets : corrections à faire dans les pages du RP tome 1, 2 et 3, dans le PADD (préciser « les projets de territoire en matière de valorisation de traitement de déchets doivent être en cohérence avec les orientations du PRPGD ») et le DOO : le PRPGD remplacera les 3 plans déchets existants, l'orientation A.9 peut ajouter une orientation prescriptive sur la valorisation des déchets. 	
Conseil Départemental	Avis favorable avec réserves de prise en compte des points évoqués
Demandes plus précises	Réponses SMEP
<ul style="list-style-type: none"> • Être explicite sur la carte des espaces à vocation agricole, notamment pour la mise en compatibilité avec les PLU • Sur les ENS, il est demandé de remplacer le texte de la page 139 du rapport de présentation (tome 1). Sur le DOO reprendre texte prescription A3d. • Reprendre les limites exactes de la forêt des hts de Montvert et carte limites ENS page 10 du DOO et pge 140 du RP. • Sur mobilités, Inclure une carte de comptage et de trafic sur les RN et RD. Intégrer les données de l'EMD 2016. Identifier prolongation RD400 vers RD27 ; Améliorer la prescription A.1 trop contraignante pour infrastructures nvelles <p>Sur tourisme intégrer projet structurant de CILAOS. Compléter la prescription C.5b pour tourisme dans certains EN avec évolution dans PLU « maisons de sites, point services...</p>	L'ensemble des remarques du Conseil Départemental sera pris en compte dans les divers documents.
Mairie du Tampon	AVIS FAVORABLE sous réserve de la prise en compte des modifications demandées
Demandes plus précises	Réponses SMEP
<p>Sur le rapport de présentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte le besoin important de foncier économique • Préciser le nombre d'étudiants en 2018, le potentiel foncier de 7ha pour renforcer et développer l'ambition « vallée verte », le projet structurant et stratégique au sein du SCoT 	<p>Le rappel dans le rapport de présentation des besoins importants de foncier à vocation économique sur le territoire du Tampon sera inscrit.</p> <p>Le principe de « la vallée verte » sera inscrit dans le document.</p>

<ul style="list-style-type: none">Inscrire les projets structurants « parc du volcan, l'éco lodge de Bourg Murat, le carré culturel...Remplacer terminologie « extension de l'université » par « pôle universitaire »Etude de faisabilité à prévoir pour situer l'hippodrome compte tenu de la filière équine intégré au projet parc du volcanRectifier les cartographies en conséquence <
--

Chambre de Commerce et d'Industrie	AVIS FAVORABLE sous réserve
Demandes plus précises	Réponses SMEP
<p>La zone de Pierrefonds avec un accueil des activités de logistique et un éloignement des activités des grandes surfaces commerciales en évitant une seule entité commerciale (limiter à 5 % d'implantation)</p> <p>Préserver la vocation des ZAE : prioriser une mise en location du foncier, mise en place d'un règlement et d'un cahier des recommandations, définir une bande non constructible en périphérie extérieure des ZAE pour éviter les constructions en proximité immédiate</p>	<p>Ces propositions sont certes intéressantes mais pas de la compétence du SCot. Elles peuvent être le cas échéant des préconisations à discuter avec les EPCI que nous ne manquerons pas t'interpeller dans le cadre de la gestion du SCot.</p>